

ASSEMBLÉE NATIONALE
13 mai 2026

PROTECTION ET SOUVERAINETÉ AGRICOLES - (N° 2765)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION

N° 485

AMENDEMENT

présenté par
Mme Brulebois et Mme Buffet

ARTICLE 4 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à supprimer la disposition permettant aux marchés d'intérêt national (MIN) d'exercer des activités de centrale d'achat pour les besoins de restauration collective en produits agricoles et alimentaires. Bien que l'objectif poursuivi vise à simplifier de vraies difficultés rencontrées par certaines collectivités (ingénierie des marchés publics, sécurisation logistique, massification des volumes, simplification administrative, ...) le dispositif proposé soulève plusieurs risques importants insuffisamment pris en compte. Cette mesure pourrait favoriser une concentration des flux alimentaires au bénéfice d'opérateurs déjà fortement structurés et au détriment des producteurs locaux les plus petits ou les moins organisés. Une telle évolution risquerait d'éloigner progressivement la restauration collective de ses objectifs de relocalisation des approvisionnements et de soutien à l'agriculture de proximité. Par ailleurs, le dispositif ne prévoit aucune garantie suffisante concernant la transparence des approvisionnements et des critères de sélection des fournisseurs. Enfin, cet article ignore les dynamiques territoriales déjà engagées dans de nombreux territoires, notamment à travers les projets alimentaires territoriaux (PAT), les plateformes territoriales de distribution ou

les coopérations locales entre collectivités et producteurs. En l'absence de garanties de complémentarité avec ces dispositifs existants, cette mesure risque de fragiliser des initiatives locales pourtant essentielles à la structuration de filières alimentaires durables et de proximité. Dans ces conditions, Chambres d'agriculture France propose de supprimer cet article.